

## Associations de solidarité, acteurs économiques et politiques

<b>PRÉFACE</b> .....	<b>11</b>
<b>AVANT-PROPOS – GRANDEUR ET SERVITUDE DE L’ACTION DÉSINTÉRESSÉE</b> .....	<b>15</b>
<b>1. Finalité non lucrative et exercice d’activités économiques</b> .....	17
<b>1.1</b> Signification en droit français de l’objet non lucratif d’un groupement .....	17
<b>1.2</b> Conséquence et articulation pour les activités économiques .....	19
<b>2. Spécificités de l’association de solidarité au sein de l’intérêt général</b> .....	22
<b>2.1</b> Quelles spécificités et garanties du statut associatif, par rapport aux statuts voisins? .....	22
<b>2.2</b> Critères spécifiques de l’action des associations de solidarité et garanties correspondantes .....	25
<b>INTRODUCTION GÉNÉRALE</b> .....	<b>31</b>
<b>PARTIE I – L’IDENTITÉ ASSOCIATIVE DANS L’ENVIRONNEMENT EUROPEËN ET NATIONAL</b>	
<b>INTRODUCTION</b> .....	<b>41</b>
<b>CHAPITRE 1 – L’ASSOCIATION DE SOLIDARITÉ, UN ACTEUR ÉCONOMIQUE MAJEUR</b> .....	<b>47</b>
<b>1. Place des acteurs non lucratifs en Europe</b> .....	50
<b>1.1</b> Quatre grandes cultures associatives .....	51
<b>1.2</b> Poids économique du secteur non lucratif de solidarité .....	53
<b>2. Place des acteurs non lucratifs en France</b> .....	54
<b>2.1</b> Poids économique des associations .....	54
<b>2.2</b> Structure du secteur associatif employeur .....	59
<b>3. Place du secteur associatif de la santé et de l’action sociale en France</b> .....	61
<b>3.1</b> Part des prestations de protection sociale émanant des associations .....	61
<b>3.2</b> Poids dans l’offre globale de services sociaux .....	64

3.3 Poids économique et structure en terme d'emplois et valeur ajoutée .....	66
3.4 Ressources financières des associations de la santé et de l'action sociale .....	70

## CHAPITRE 2 – UN CONTEXTE EUROPÉEN ET NATIONAL QUI QUESTIONNE

### LES FONDEMENTS DES ASSOCIATIONS DE SOLIDARITÉ ..... 73

1. Concepts européens (SIG, SIEG, SSIG et activité économique).....	74
2. Débat européen sur les services sociaux d'intérêt général (SSIG).....	75
2.1 Historique du débat communautaire sur les SIG et SSIG .....	75
2.2 Position de l'Uniopss sur les SSIG .....	78
3. Droit européen de la concurrence et règles du marché intérieur appliqués aux associations de solidarité.....	80
3.1 Droit de la concurrence appliqué aux associations de solidarité exerçant une activité économique.....	81
3.2 Règles du marché intérieur relatives à la libre circulation et au droit d'établissement des personnes, des marchandises, des services et des capitaux.....	91
4. Organisation française de la régulation sanitaire et sociale et enjeux politiques .....	100
4.1 Origine et sens de la régulation sanitaire et sociale : mise en œuvre effective des droits sociaux des citoyens .....	100
4.2 Nécessaire mobilisation collective au service des droits sociaux des citoyens .....	101
4.3 Législation applicable : des modes de reconnaissance pour les activités des associations, et non pour les associations elles-mêmes.....	102
4.4 Ressources des établissements et services associatifs : des évolutions en cours inquiétantes .....	111
5. Notions d'intérêt général et d'utilité sociale en France.....	117
5.1 Associations de solidarité : services publics ou acteurs de l'intérêt général?..	117
5.2 Au-delà de l'intérêt général : l'utilité sociale des associations de solidarité.....	124

## PARTIE II – QUELLES STRATÉGIES D'ACTION AU SERVICE D'UN PROJET POLITIQUE ASSUMÉ ?

### INTRODUCTION..... 131

### CHAPITRE 1 – GOUVERNANCE ASSOCIATIVE ET PRÉOCCUPATION

#### MANAGÉRIALE..... 135

1. Approche de la gouvernance associative.....	135
1.1 À spécificités associatives, gouvernance particulière.....	138
1.2 Mandats et délégations : deux notions fondamentales.....	139

2. Prise en compte des dimensions sociétale et participative dans la gouvernance associative.....	141
2.1 Une remobilisation du politique.....	142
2.2 Une réflexion sur le management .....	142
2.3 Un mode de gestion pensé au regard du projet associatif.....	143
3. Quelques idées pour une déclinaison concrète des modes de gouvernance .....	143
3.1 Pour un projet citoyen de transformation sociale.....	144
3.2 Une organisation qui clarifie la place et le rôle des acteurs .....	145
3.3 Un système d'information organisé : vers une logique de transparence.....	148
3.4 Un management participatif pour un projet co-construit et porté collectivement.....	148
3.5 Des modes de gestion adaptés au projet.....	149
3.6 Une inscription dans des territoires et des réseaux.....	149
3.7 Une culture de l'évaluation permanente et collective.....	149
3.8 La question particulière de la dirigeance.....	154
4. À la recherche d'un mode de dirigeance adapté.....	155
4.1 Illustration du système de gouvernance « Conseil de surveillance – Directoire ».....	156
4.2 Délégations de pouvoirs et qualification des Directeurs.....	160
4.3 Relation Président – Directeur.....	164

## CHAPITRE 2 – LOGIQUES DE MISE EN CONCURRENCE ET RELATIONS

### AVEC LES POUVOIRS PUBLICS ..... 171

1. Loi organique relative aux lois de finances (LOLF) et impact sur les associations ....	172
2. Régime fiscal des associations.....	174
2.1 Au niveau européen : 6 <sup>e</sup> directive TVA de 1977 .....	174
2.2 Au niveau français : instructions fiscales de 1998 et 1999.....	175
3. Mise en concurrence, régulation et code des marchés publics .....	180
3.1 Définitions : marché public, subvention, délégation de service public.....	181
3.2 La commande publique appliquée aux associations de solidarité.....	182
4. Acteurs ou opérateurs des politiques publiques? .....	195

## CHAPITRE 3 – LES CHOIX DE FINANCEMENTS, AU CŒUR

### DU DÉVELOPPEMENT DU PROJET ..... 203

1. Identification des sources de financement possibles pour les associations .....	203
1.1 Cotisations .....	204
1.2 Droit d'entrée .....	204
1.3 Apports.....	204

1.4	Revenus du patrimoine.....	205
1.5	Financements publics sous forme de tarification pour les activités des associations.....	205
1.6	Subventions publiques affectées aux projets développés par les associations.....	206
1.7	Fonds propres .....	209
1.8	Emprunt bancaire et question de la garantie.....	210
1.9	Émission de valeurs mobilières.....	211
1.10	Dons, legs et donations.....	211
1.11	Mécénat de compétences.....	215
1.12	Appel à la générosité du public.....	215
1.13	Revenus de manifestations particulières.....	216
1.14	Abandon de frais.....	216
1.15	Donation temporaire d'usufruit.....	216
1.16	Autres formes de générosité, comme le contrat d'assurance-vie.....	217
1.17	Produits partage.....	217
1.18	Financement solidaire.....	217
1.19	Financements européens.....	219
2.	Financements : un enjeu politique en terme de positionnement.....	224
2.1	Un contexte en mutation et peu porteur pour les financements publics.....	224
2.2	Le développement du mécénat privé : une alternative intéressante à condition d'en avoir mesuré les conséquences.....	225
2.3	Transparence : gouvernance, information et évaluation, trois conditions majeures pour donner confiance.....	227
2.4	Nécessité d'un financement de la fonction politique des associations.....	229

**CHAPITRE 4 – LES MODES DE GESTION DES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES, PAS QU'UNE QUESTION TECHNIQUE .....** **235**

1.	Législation, réglementation et contexte.....	238
1.1	Législation et réglementation générale des associations : la loi de 1901.....	239
1.2	Législation et contexte des activités sanitaires, sociales et médico-sociales... ..	241
1.3	Vigilances particulières .....	251
2.	Différentes évolutions possibles des modes de gestion .....	257
2.1	Recherche d'une solution interne.....	257
2.2	Recherche d'une solution partenariale.....	261
2.3	Recherche d'une solution externe, avec ou sans transfert d'actif.....	274

**CONCLUSION GÉNÉRALE .....** **289**

**ANNEXES .....** **295**

<b>Annexe 1</b> .....	295
<i>Définition du périmètre du champ des associations de santé et de l'action sociale</i>	
<b>Annexe 2</b> .....	299
Tableau de correspondance entre NAF 700 et ICNPO	
<b>Annexe 3</b> .....	301
Nomenclature d'Activités Française, NAF rév. 1, 2003	
<b>Annexe 4</b> .....	305
Extrait du rapport de P. Kaminski 2002-2005 présentant le retraitement opéré pour transcrire la NAF en ICNPO	
<b>Annexe 5</b> .....	307
Les notions au niveau européen : SIG/SIEG/SSIG	

**GLOSSAIRE .....** **317**

**BIBLIOGRAPHIE .....** **321**

**ONT PARTICIPÉ.....** **335**

**CONTACTS .....** **337**

**OURS .....** **338**